

**ARRÊTE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE
portant mesures additionnelles**

**SA SEGY « Société d'Exploitation de Gypse »
Commune de Montricher-Albanne**

LE PREFET DE LA SAVOIE

*Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,*

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-3, L.181-4, L.181-14, R.181-45 et la section 2 du titre VIII (« Procédures Administratives ») du livre 1^{er} ;

VU le code de l'environnement et notamment l'article L.511 du livre V ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1986 portant autorisation à la SARL SOFATRANS d'exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives de gypse sise au lieu-dit « Les Voutes » sur le territoire de la commune de Montricher-Albanne ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mai 1988 autorisant la SA SEGY, dont le siège social est à Montricher-Albanne, à se substituer à la SARL SOFATRANS pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de gypse sise au lieu-dit « Les Voutes » sur le territoire de la commune de Montricher-Albanne ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 janvier 1992 portant modification des conditions d'exploitation (limites et déroulement de l'exploitation) et de remise en état de la carrière susnommée ;

VU le dossier de demande des modifications des conditions d'exploitation du 15 novembre 2007 par lequel l'exploitant sollicite la modification des limites et des conditions d'exploitation du gisement de la carrière et propose un nouveau plan de phasage en deux phases (2007/2012 et 2012/2016) pour les 9 années d'exploitation restantes ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mai 2009, portant d'une part régularisation des installations de traitement de matériaux (antériorité) et actant d'autre part la modification du phasage et des conditions et limites d'exploitation de la carrière susnommée, et notamment les plans annexés (limites administratives du site de la carrière et phasage) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2016 portant prorogation de la durée de l'autorisation d'exploiter la carrière sise au lieu-dit « Les Voutes » sur le territoire de la commune de Montricher-Albanne ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes du 19 septembre 2018, faisant suite à la visite d'inspection menée le 18 juin 2018 et transmis à l'exploitant par courrier du 12 octobre 2018 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU les observations de l'exploitant présentées par courrier du 24 octobre 2018 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que les études géotechniques réalisées respectivement en 2014 et 2016, à la demande et pour le compte de la société SEGYP, par le bureau d'Ingénieurs Conseils GÉOLITHE ont mis en évidence l'existence d'un certain nombre d'instabilités sur l'emprise même de la carrière mais également en dehors du périmètre autorisé de la carrière (falaise surplombant la voie d'accès au site) ;

CONSIDÉRANT l'absence de mise à jour, par l'exploitant, du plan d'exploitation du site ;

CONSIDÉRANT que le contrôle réalisé sur le site le 18 juin 2018 a mis en évidence des manquements manifestes au respect des conditions d'exploitations du gisement de même qu'aux conditions de remise en état du site prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/10/1986 modifié et par l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/05/2009 ;

CONSIDÉRANT que ces manquements (notamment le non-respect du dimensionnement des risbermes intermédiaires entre fronts de tailles) induisent, de fait, un risque d'instabilité du massif ainsi qu'un risque accru de chutes de blocs sur le personnel appelé à évoluer sur la plateforme d'exploitation intermédiaire de la carrière, en contrebas des parois supérieures du massif ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas été en capacité de justifier de la mise en œuvre effective des mesures de surveillance préconisées par les études géotechniques (14-151 I 2 de 2014 et 16-018 I 1 de 2016) et visant à diminuer, autant que faire ce peu, le niveau de risque lié aux chutes de blocs (rapport de synthèse de l'implantation de cibles sur le massif, formalisation du suivi de ces dispositifs de surveillance...) ;

CONSIDÉRANT qu'il subsiste des interrogations quant au bon dimensionnement et positionnement du piège à cailloux implanté le long de la voie d'accès au site au pied de la falaise (et donc à son efficacité) ;

CONSIDÉRANT qu'à ce jour aucune des solutions techniques préconisées par le bureau d'études GEOLITHE en vue de diminuer l'aléa (mise en place d'écrans de filets, réalisation d'une galerie pare-blocs, dévoiement de l'accès au site par la création d'un nouveau pont) n'a été mise en œuvre par l'exploitant et que la non prise en compte effective de ces dernières n'a fait l'objet d'aucune justification de la part de ce dernier ;

CONSIDÉRANT que la stabilité des parties hautes de la carrière ne peut, en l'état, être attestée par l'exploitant et qu'il convient de la justifier afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les instabilités observées le jour de l'inspection du 18 juin 2018 sur le site et notamment sur le front Sud/Sud-Ouest de la carrière ;

CONSIDÉRANT que les instabilités précitées sont susceptibles de mettre en péril la sécurité des personnels appelés à évoluer en contrebas de ce secteur ;

CONSIDÉRANT que les travaux à effectuer pour la mise en sécurité des fronts de tailles doivent être détaillés et réalisés ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

ARRETE

Article 1

Les dispositions du présent arrêté portant mesures additionnelles s'appliquent à la société S.A. SEG Y, dont le siège social est établi Chez SOFATRANS – Zone Artisanale d'Hermillon – 73300 SAINT JEAN DE MAURIENNE, ci-après désigné « l'exploitant », pour l'exploitation de sa carrière à ciel ouvert de roches massives de gypse sise au lieu-dit « Les Voutes » sur le territoire de la commune de MONTRICHER-ALBANNE.

Article 2

L'exploitant prend les mesures d'exécution immédiates nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement. Ces mesures permettent notamment d'assurer la sécurité des zones de la carrière en phase d'exploitation (carreau intermédiaire, zone de reprise des matériaux...) afin de garantir la sécurité des personnes et des biens.

Article 3

Avant le 29 décembre 2018, l'exploitant est tenu de faire réaliser, par un bureau d'études spécialisé et reconnu, une étude permettant la réalisation d'un bilan :

- du respect des conditions et limites d'exploitation du gisement au regard des dispositions prescrites dans les arrêtés préfectoraux susvisés et réglementant les activités du site ;
- du respect des conditions de remise en état du site sur les secteurs déjà exploités et ayant fait l'objet d'un réaménagement à l'avancé au regard des dispositions prescrites dans les arrêtés préfectoraux susvisés.

Cette étude devra également confirmer, le cas échéant, le respect de la méthode d'exploitation, les profils, l'extension latérale de l'exploitation du gisement au fur et à mesure de l'abaissement de la (ou des) plate(s)-forme(s) et les conditions d'accès à celle(s)-ci. Enfin, elle précisera le % des pistes permettant l'accès aux divers secteurs du site et notamment la piste située en partie Est/Sud-Est du site et qui permet l'accès à la partie sommitale de la falaise surplombant l'entrée du site mais également de la carrière.

Article 4

Avant le 29 décembre 2018, l'exploitant est également tenu de faire réaliser, par un bureau d'études spécialisé et reconnu, la mise à jour des études géotechniques antérieures réalisées respectivement en 2014 et 2016 afin de s'assurer de la sécurité du site à court, moyen et long terme.

La mise à jour de ces études devra permettre de déterminer les mesures de prévention et de protection contre la chute de blocs provenant de la carrière ou des zones rocheuses surplombant cette dernière.

L'étude ne se limitera pas à l'étude de la stabilité du front en cours d'exploitation dans les limites autorisées mais comprendra également l'étude de la stabilité des fronts « réhabilités » ou délaissés ainsi que des parties sommitales de la carrière. Elle devra, le cas échéant, proposer et détailler les travaux à effectuer pour la mise en sécurité des zones précitées et avoisinantes afin d'éviter tout risque pour la sécurité des personnes et des biens.

Par ailleurs, cette étude comportera, le cas échéant, une modélisation de profils trajectographiques de blocs ou de masses rocheuses instables. Elle devra également confirmer si le positionnement et le dimensionnement des merlons « piège à cailloux » déjà implantés sur le site sont efficaces.

L'étude géotechnique devra également prévoir ou redéfinir, en tant que de besoin, les mesures de surveillance des masses douteuses situées au-dessus de la voie d'accès au site mais également en fond de secteur Sud/Sud-Ouest de la carrière ainsi que la périodicité de cette surveillance.

Par ailleurs, le suivi des repères, dont le positionnement est à revalider voire à redéfinir, est réalisé à une fréquence bimestrielle en période estivale (avril/novembre) et mensuelle en période hivernale (décembre/mars) sauf avis contraire du bureau d'études. Un rapport annuel est transmis à l'inspection des installations classées.

Enfin, l'étude géotechnique devra valider ou invalider les méthodes d'exploitation actuelles au regard des risques identifiés sur l'emprise de la carrière et le cas échéant émettre de nouvelles préconisations d'exploitation. Elle confirmera les dispositions à mettre en œuvre en fin d'exploitation afin de garantir la sécurité des avoisinants et notamment assurer que le ruisseau des Moulins, qui borde le carreau de la carrière en limite Ouest de la zone d'étude, ne sera pas atteint et/ou obstrué par des éboulements en provenance du front de la carrière.

Compte tenu de la nature du gisement (gypse), l'étude justifiera en dernier lieu de la nécessité ou non de mettre en place une procédure d'alerte lors d'épisodes de pluviométrie ou d'amplitude thermique importants.

A titre d'exemple :

- Pluviométrie : détermination de 2 seuils
 - x mm/h glissante ;
 - x mm/24 h glissantes.
- Température :
 - amplitude thermique supérieure à x °C avec dépassement du 0 °C sur une période de x h glissantes ;
 - inférieur à 0 °C pendant x h glissantes.

Selon le dépassement d'un de ces seuils, déclenchement d'une alerte (gyrophare, klaxon, report sur les portables des personnes désignées, etc.) conduisant à la mise en place d'actions associées et proportionnées (périmètre de sécurité, interdiction de certaines zones pendant « X » heures, etc.).

Article 5

L'exploitant transmettra sans délai, l'ensemble des comptes rendus de réunion, les études ainsi que leurs conclusions à l'inspection des installations classées.

En tout état de cause, l'exploitant transmettra, **avant le 29 décembre 2018**, au service d'inspection des installations classées, un plan d'action échéancé intégrant l'ensemble des préconisations émises suite à la réalisation des études prescrites aux articles 3 et 4 du présent arrêté.

L'exploitant justifiera, le cas échéant, de la non prise en compte de certaines de ces prescriptions.

Enfin, l'exploitant informera le service d'inspection des installations classées préalablement à la réalisation de tous travaux préconisés par le bureau d'études géotechnique et validés par l'exploitant.

Article 6

Les travaux sont réalisés dans des conditions optimales de sécurité.

Article 7

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet de la Savoie par l'exploitant.

Article 8

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations et susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident est rédigé par l'exploitant, et transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, ainsi que les mesures prises ou prévues pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Un rapport peut également être demandé par l'inspection des installations classées en cas d'incident.

Article 9 : Délais et voie de recours

Conformément à l'article R181-50 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 10 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

Article 11 – Exécution

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Montricher-Albanne.

Chambéry, le

31 OCT. 2018

Le préfet, Pour le Préfet et par délégation.

Le secrétaire général

Pierre MOLAGER

